

# Télévision haute définition : abandon du système européen ?

*Après avoir investi trois milliards de francs, l'Europe renoncera-t-elle à sa télévision haute définition MAC, au profit d'une autre technologie plus prometteuse ? C'est en tout cas le vœu du commissaire européen chargé de l'industrie.*

**N**ouveau coup dur pour le système de télévision haute définition européen : à Bruxelles, Martin Bangemann, commissaire chargé de l'industrie, demande aux membres de la Communauté de renoncer à la norme MAC. Autrement dit, d'enterrer le système de télévision haute définition planifié par les Européens, au profit d'une technique plus prometteuse, utilisée déjà pour les disques lasers ou les ordinateurs : le numérique (digital en anglais). Cette technique permet de réduire considérablement la dégradation de l'image lors de sa transmission ou lors des opérations de montage et de copie. Elle s'intègre aussi beaucoup plus facilement aux programmes informatiques multimédias permettant de traiter simultanément image, son et texte. De plus, on pourrait améliorer la qualité des futurs postes de télévision numériques en ne modifiant que les logiciels qu'ils contiennent, à l'instar d'un ordinateur, dont l'utilisateur peut modifier ou changer les programmes à volonté.

Les Européens ont officiellement soutenu le système MAC pour deux raisons : premièrement, il offre une transi-

tion progressive entre la télévision actuelle et la haute définition, passant par une norme intermédiaire, le D2 MAC. Deuxièmement, l'introduction du numérique se heurte encore à quelques obstacles technologiques.

## Trois milliards engloutis

Actuellement, le développement du système MAC a déjà englouti environ trois milliards de francs, financés pour moitié par des fonds publics. Comment expliquer le revirement de Bruxelles, après de tels efforts ? D'une part, la norme MAC a toujours provoqué des tensions. La Grande-Bretagne y est particulièrement allergique. Depuis l'an dernier, elle bloque l'octroi d'un nouveau crédit de 500 millions d'écus, soit environ 900 millions de francs suisses. D'autre part, les Américains ont annoncé en 1991 des percées technologiques importantes, permettant d'envisager l'introduction de la télévision numérique avant l'an 2000.

Selon Murat Kunt, professeur à l'EPFL et expert scientifique auprès de l'Assemblée nationale française, les Eu-

ropéens sont parfaitement capables de relever le défi numérique. Et les développements qu'ils ont réalisés rivalisent parfaitement avec ceux d'outre-Atlantique. L'idée de laisser les Américains imposer leur norme sur le plan mondial fait d'ailleurs bondir le chercheur lausannois : « Si l'Europe fait cela, je vais vivre au Japon ! ». Les États-Unis n'ont d'ailleurs pas encore choisi leur système numérique. Bien que prometteurs, les développements présentés l'an dernier ne satisfaisaient pas encore aux exigences des autorités. Ces dernières avaient en conséquence accordé aux candidats un délai supplémentaire d'une année et demie. La décision devrait tomber en 1994.

## Industriels pris à contrepied

Si les Européens décident de suivre les recommandations de Martin Bangemann, l'introduction des émissions au format 16:9 (écran large) risque d'être retardée. Selon Murat Kunt, l'introduction d'un tel format dans l'attente du numérique, donc pour une période

d'environ dix ans, nécessiterait des investissements beaucoup trop élevés.

Le Ministère français de l'industrie ne partage pas cet avis. Après avoir massivement soutenu la norme HD MAC, il s'accroche au format 16:9. L'enjeu est capital pour les fabricants tels Philips ou Thomson. Car une évolution en plusieurs étapes permet de vendre régulièrement de nouvelles générations d'appareils, contrairement à une révolution brutale. De plus, la plupart des grandes marques ont déjà construit des chaînes de production pour les téléviseurs 16:19, dont certains modèles sont en vente depuis près d'une année.

Les ministres des télécommunications se réuniront le 10 mai prochain. D'ici là, nul doute que les discussions seront particulièrement tendues, tant les investissements consentis sont importants. Le passage au numérique aurait été plus facile en 1988, comme le préconisait alors Murat Kunt dans son rapport destiné au Sénat français. Mais on l'avait traité de « farfelu, éloigné des réalités »...